REVUE HISTORIQUE DES ARMÉES

Revue historique des armées

270 | 2013
France-Hongrie

La dissidence dans les Antilles françaises : une mémoire à préserver (1945-2011)

Julien Toureille

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/rha/7644
ISSN : 1965-0779

Éditeur
Service historique de la Défense

Édition imprimée
Date de publication : 15 mars 2013
Pagination : 68-78
ISSN : 0035-3299

Référence électronique
Julien Toureille, « La dissidence dans les Antilles françaises : une mémoire à préserver (1945-2011) », *Revue historique des armées* [En ligne], 270 | 2013, mis en ligne le 13 juin 2013, consulté le 30 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/rha/7644

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Revue historique des armées

La dissidence dans les Antilles françaises : une mémoire à préserver (1945-2011)

Julien Toureille

1 En juillet 1940, le haut-commissaire de la République aux Antilles l'amiral Georges Robert place les colonies de la Guadeloupe et de la Martinique sous l'autorité du maréchal Pétain. Comme en métropole, Vichy y impose les principes de sa « révolution nationale », qu'appliquent avec zèle les gouverneurs Sorin pour la première et Bressoles puis Nicol pour la seconde. Un régime autoritaire est rapidement mis en place, qui promeut une société avant tout rurale et organisée de manière hiérarchique et corporatiste.

2 Un nombre croissant d'habitants, pourtant, s'oppose à cette politique et à ses conséquences, des pénuries alimentaires de plus en plus longues provoquées par le blocus britannique. Plusieurs manifestations ont notamment lieu à Fort-de-France et Basse-Terre, le plus souvent réprimées dans la violence par les forces de l'ordre et l'armée légaliste [1]. Jusqu'au début de l'été 1943 et le ralliement de leur territoire au général de Gaulle, quelques 2 500 Antillais gagnent par ailleurs les îles anglaises voisines de la Dominique et d'Antigua : pour la grande majorité d'entre eux, il s'agit alors de s'engager dans les Forces françaises libres, ce qui leur vaut d'être considérés par l'amiral Robert comme des « *dissidents* ».

3 Soixante-dix ans après les faits et alors que les derniers survivants de l'époque s'éteignent peu à peu, l'évolution du souvenir de leurs exploits à travers le temps interpelle. Grands oubliés des cérémonies locales et nationales pendant plusieurs décennies, les dissidents sont en effet désormais régulièrement honorés par la plupart des acteurs de la mémoire. Comment expliquer un intérêt aussi soudain pour un souvenir aussi longtemps négligé tant par les pouvoirs publics que par les historiens ? Quelle place occupent aujourd'hui ces résistants guadeloupéens et martiniquais ayant choisi de rejoindre les Forces françaises libres dans l'imaginaire collectif antillais ? Faut-il voir dans les initiatives récentes destinées à faire connaître leur parcours un simple rattrapage du passé ou au contraire les signes d'un changement en profondeur ?

Avant l'hommage actuel, un long silence

4 La reconnaissance des Antilles pour les exploits accomplis par ses fils à l'occasion de la Seconde Guerre mondiale est pourtant importante lorsque celui-ci se termine. Encore en 1950, plus de 6 000 personnes se massent sur le port de Pointe-à-Pitre pour accueillir les dépouilles du capitaine Moïse Bébel et de six de ses camarades tués au combat.

5 À cette date, les dissidents ont pour l'essentiel regagné leur île, où dans la majorité des cas, ils ont été fêtés en héros par une population fière d'avoir ainsi rendu service à la patrie menacée ; Louis de Fossarieu se souvient de son arrivée à Fort-de-France en décembre 1945 à la tête de 450 militaires des bataillons de marche antillais (ou BMA) 1 et 5 :

> « Avec mes hommes, je défile depuis la Transat jusqu'au monument aux morts de la Savane. Une musique militaire nous précède. Une foule nombreuse et enthousiaste nous acclame. Nous cambrons les reins et roulons les épaules. Nous empruntons la rue de la Liberté, je découvre mon père. Il pleure en me regardant passer. Il me salue triomphalement des deux bras tandis qu'une vingtaine de ses amis l'entourent, le pressent et applaudissent à tout rompre. »[2]

6 L'extraordinaire parcours de ces hommes, depuis leur entraînement aux États-Unis ou en Afrique du Nord jusqu'aux champs de bataille européens, suscite alors un vif intérêt. Emmanuel Honorien et Jean Massip l'évoquent en 1945 dans leurs écrits respectifs, *Le ralliement des Antilles à la France combattante* [3] et *La Résistance aux Antilles* [4] ; Raphaël Bogat revient de son côté sur le début de l'aventure le temps d'une communication pour la Troisième conférence des Indes occidentales intitulée « *Dominique, terre de liberté* »[5]. C'est sur cette île anglaise qu'à l'initiative de l'Union des volontaires antillais et combattants (ou UVAC) est inaugurée le 10août1947 le premier monument à la dissidence antillaise. Élevée dans la capitale Roseau, une stèle de pierre vient rappeler que la ville fut longtemps le principal lieu de débarquement des partisans caribéens du « général Micro » ; un texte rédigé dans les deux langues et gravé sur une plaque évoque, sans plus de précision, les « *Français qui ont perdu leur vie dans les années de résistance, 1941-1945* ».

7 Au lendemain de la guerre, les autorités britanniques sont toutefois les seules à rendre à ces derniers un hommage officiel : depuis Paris en effet, ni les représentants du pays ni les chefs de la Résistance n'expriment une quelconque reconnaissance pour les actes de courage accomplis. L'absence de « *l'administration* » au grand rassemblement des anciens combattants des deux guerres organisé en mars1947 à Baie-Mahault est par ailleurs beaucoup commentée ; elle est jugée « *regrettable* » entre autres par *Le Nouvelliste de Guadeloupe*, qui estime que les « *anciens combattants ont tout de même droit à certains égards et à certains droits* »[6]. À l'époque se met lentement en place dans les deux îles une commémoration visant à célébrer la fin de la guerre le 8 mai et l'appel à la résistance du général de Gaulle le 18 juin. Le déroulement des cérémonies y est alors en tout point identique à la métropole avec notamment un dépôt de gerbes aux monuments aux morts et une prise d'armes ; si la présence des FFL locaux est attestée par la presse, les intervenants évoquent le conflit de manière générale et les allusions aux BMA ne sont pas systématiques.

8 Cette difficulté initiale, pour les résistants antillais, à faire reconnaître leur action, préfigure des problèmes qui, rapidement, se posent à eux pour en entretenir le souvenir. Très vite en effet, les initiatives capables de perpétuer la mémoire des dissidents se

raréfient, rendant ainsi la transmission aux nouvelles générations délicate. Les manuels scolaires de l'époque par exemple, évoquent la période principalement au travers de la présentation de Robert ou du meneur de la révolte en Martinique l'officier Paul Tourtet ; l'allusion à ceux ayant choisi l'exil avant juillet 1943 est exceptionnelle et, quand elle a lieu, se résume en quelques mots. Jusqu'au début des années 1980 et la sortie en librairie de *L'Historial antillais* [7], aucune publication d'importance ne vient retracer l'histoire de la résistance à Vichy dans la Caraïbe. Sur cette période, le témoignage le plus répandu reste pendant trois décennies celui du haut-commissaire de l'époque, paru chez Plon sous le titre *La France aux Antilles de 1939 à 1943* ; l'opposition à Pétain y est cependant réduite à « *deux ou trois manifestations de rues pour des motifs contestables et qui n'ont jamais dégénéré en bagarre...*» [8] ; quant au terme de dissidence, il n'apparaît qu'à une seule reprise, pour décrire le ralliement de Saint-Pierre-et-Miquelon au général de Gaulle à la fin1941[9]. Le fondateur de la France libre, dans le tome2 de ses *Mémoires de guerre* paru en1956, évoque lui la Résistance antillaise sans citer toutefois ces soutiens de la première heure : seul le BMA est évoqué, pour « *sa part brillante aux combats de Royan où son chef le lieutenant-colonel Tourtet serait tué à l'ennemi*»[10].

9 De Gaulle, en tant que président de la République, se rendra par la suite à quatre reprises aux Antilles ; lors de sa venue au début du mois de mai 1960, il dépose une gerbe de fleurs au monument aux morts de Basse-Terre et avant de partir pour Saint-Claude, selon *Le Nouvelliste de Guadeloupe,* « *serre affectueusement la main aux délégations de FFL d'anciens combattants* » [11]. Le premier personnage de l'État, dans son discours, n'évoque toutefois pas la dissidence de manière directe, qui apparaît encore comme la grande oubliée des cérémonies : un peu plus tôt, le cortège officiel avait ainsi traversé Trois-Rivières sans même marquer un arrêt là où de nombreux résistants s'étaient embarqués pour rejoindre la Dominique.

10 Pas plus dans cette commune qu'ailleurs dans les Antilles françaises un monument n'a alors succédé à la stèle élevée sur l'île anglaise de la Dominique juste après la guerre. Les nouveaux lieux de mémoire en rapport avec la Seconde Guerre mondiale sont dédiés à la France libre et ne font pas allusion à la dissidence, ou alors de manière très implicite ; celui de Pointe-à-Pitre se compose ainsi d'une grande croix de Lorraine au pied de laquelle est posée, sans plus d'explication, une ancre marine. L'étude des noms de voies publiques inaugurées à partir de 1945 confirme cette tendance : aucune nouvelle appellation ne fait référence à un exilé guadeloupéen ou martiniquais. Ouvert au public en 1964, le Mémorial du débarquement à Toulon avait déjà omis de signaler la part de ces derniers dans la prise du Mont-Faron [12] ; la restauration, sur l'île des Saintes, du fort Napoléon, où de nombreux opposants avaient été emprisonnés, a lieu en 1973 sans qu'une plaque ne rappelle cet épisode. De toute évidence, la dissidence apparaît ainsi longtemps absente du paysage local antillais, elle qui était oubliée des hommages officiels et se faisait très rare dans les librairies.

11 Proches de tomber dans l'oubli, les exploits de ce groupe commencent pourtant, vers la fin des années 1980 à susciter l'intérêt de la mémoire savante. *La dissidence en tan Sorin* [13] publié en 1989 par Éliane Sempaire est à notre connaissance la première synthèse d'importance sur le sujet ; elle est suivie quelques mois plus tard par *Les dissidents des Antilles dans les Forces françaises combattantes* [14] écrit par l'un d'entre eux, Henri Joseph, avec le chercheur Lucien Abenon. Les travaux de l'historien américain Eric Jennings, au tournant du millénaire, accréditent l'hypothèse d'un intérêt nouveau pour le sujet : l'article sur « La dissidence aux Antilles »[15] paru dans la revue *Vingtième Siècle* puis

l'ouvrage *Vichy in the tropics* [16] en renouvellent même certaines problématiques. Longtemps délaissée par les étudiants en histoire contemporaine, la dissidence est abordée à la même époque dans deux mémoires de maîtrise : Dominique Chathuant, à l'université de Reims, remonte en 1991 jusqu'*Aux origines de la dissidence* [17] ; Marie-Hélène Laumuno, dans son *Histoire de la Guadeloupe de 1848 à 1945* [18] soutenue à l'université Antilles-Guyane en1997, étudie pour sa part plusieurs chants dédiés aux exilés.

12 L'ensemble de ces écrits précèdent de peu la réalisation de deux documentaires qui vont se révéler essentiels dans la diffusion des exploits des résistants antillais auprès du grand public. Déjà auteur de plusieurs longs-métrages sur la guerre dont *Le refus* [19] ou *L'université résistante* [20], Barcha Bauer achève en 2001 *La dissidence aux Antilles et en Guyane* [21]. Il y raconte à l'aide de nombreux documents d'époque l'histoire des exilés guadeloupéens et martiniquais, qualifiés à la fin du récit, « *d'oubliés de l'histoire* ». Euzhan Palcy privilégie le témoignage mais arrive au même constat dans le documentaire sur quelques *Parcours de dissidents* [22] qu'elle réalise quatre ans plus tard pour *France 5* et *RFO* : « *60 ans après la guerre, toujours pas de monuments aux morts ni même de plaque commémorative. Sur les 50 000 combattants FFL, 2 500 étaient des dissidents. Ils sont pourtant absents des livres d'histoire et ignorés de tous, aux Antilles comme en métropole* », relate en effet l'acteur Gérard Depardieu qui assure la voix *off*. La sortie de l'œuvre sur DVD en 2006aux Antilles puis en 2011en métropole contribue aujourd'hui à prolonger l'incontestable renouveau de la mémoire dissidente[23].

13 Un renouveau d'autant plus important que les pouvoirs publics ont pris, depuis quelques années, plusieurs initiatives visant à reconnaître les exploits des exilés antillais. En 2004, la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives du ministère de la Défense ouvrait ainsi la collection « Les romans de la mémoire », éditée par Nathan, à un récit sur le sujet : ce sera *Guadeloupe 1943, Sous le vent de la guerre* [24] de Pierre Davy, l'histoire des pérégrinations du jeune Benjamin pour rejoindre coûte que coûte la Dominique et les FFL. Il y a deux ans, le président de la République Nicolas Sarkozy décorait quinze résistants antillais[25] au cours d'une cérémonie devant le monument aux morts de Fort-de-France. Le chef de l'État qualifie alors d'« *exemplaire* » la dissidence et la juge digne d'appartenir à « *la légende sacrée de la Seconde Guerre mondiale* »[26]. Le 18 juin 2010 est inaugurée dans la commune des Trois-Îlets en Martinique la première stèle française en hommage aux exilés de l'île ; la liste des 8 dissidents du village ainsi qu'un gommier [27] orné de la croix de Lorraine ont été gravés sur une plaque de granit apposée sur un muret en briques rouges locales. Depuis juin, l'exposition « Dissidence en Martinique et en Guadeloupe » financée par l'Office national des anciens combattants est visible dans chaque préfecture de France ; les 24 panneaux qui la composent ont pour objectif de *« mettre en lumière l'esprit précoce de dissidence qui vit le jour aux Antilles dès juillet 1940* »[28].

Expliquer le silence, expliquer l'hommage

14 Quatre décennies de silence puis, à partir de 1990, la manifestation d'un intérêt grandissant de la mémoire savante pour le sujet, prélude à la reconnaissance de l'État : l'histoire du souvenir de la dissidence depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale connaît donc de toute évidence trois périodes bien distinctes, mais aussi complexes.

15 En dépit de la rareté, 30 années durant, des hommages célébrant leurs exploits, les exilés antillais ne sont à aucun moment oubliés de la population. À Bananier en Guadeloupe, les

rochers protégeant le petit port de pêche sont dans les premiers temps régulièrement ornés de petites croix de Lorraine dessinées à la craie ; pour la population du village, il s'agit alors de se souvenir des nombreux opposants à l'amiral Robert et à Vichy ayant embarqué vers la Dominique depuis la côte sud. En 1958, le retour au pouvoir du général de Gaulle vaut aux anciens FFL de l'île un hommage particulier lors de la commémoration de l'appel du 18juin organisée à Pointe-à-Pitre : à l'hôtel de Ville et en présence du préfet Abeille, le président de leur association Jean Gouffran saisit l'occasion pour évoquer « *l'héroïsme du bataillon antillais* »[29]. Un peu plus tard encore, Euzhan Palcy, en Martinique, écoute plusieurs membres de sa famille lui faire découvrir à la place du professeur l'histoire des exilés antillais ; ce sont ces récits, « *ayant bercé son enfance* », qui se trouvent à l'origine de son documentaire sur le sujet [30].

16 Second paradoxe, alors que l'action dissidente est désormais reconnue par les pouvoirs publics, plusieurs projets visant à la défense de son souvenir peinent à se concrétiser. Le recensement des participants encore en vie entamé par la région Guadeloupe à l'initiative de son président Victorin Lurel est à l'heure actuelle abandonné ; le service patrimoine du Conseil général oriente désormais les demandes vers la section locale de l'ONAC et sa propre liste établie à partir de la fiche signalétique des résistants [31]. Les anciens combattants d'outre-mer ont dû attendre 2011 avant d'être officiellement invités à la commémoration du 18 juin au Mont-Valérien et aux Invalides ; malgré l'hommage de Nicolas Sarkozy deux ans auparavant, les exilés antillais étaient ainsi absents des cérémonies organisées à l'occasion du soixantième anniversaire de l'événement. Dans son discours de Fort-de-France, le président de la République avait par ailleurs exprimé son soutien à l'élévation d'un mémorial sur le futur front de mer de la ville [32] ; le projet, conduit par le représentant de la région Martinique Serge Letchimy, n'a cependant toujours pas abouti, au grand désarroi des dissidents encore en vie.

17 Si de telles nuances introduites dans l'histoire de la mémoire des résistants antillais invitent donc à la prudence, elles ne dispensent pas pour autant d'une réflexion de fond sur le sujet : pourquoi les exploits de ces combattants sont-ils restés méconnus aussi longtemps ? Et comment justifier le regain d'intérêt à leur endroit du début du siècle qui perdure aujourd'hui ?

18 Le long confinement du souvenir dissident à la seule Caraïbe trouve une partie de son explication dans la prégnance de la tradition orale particulière à la culture créole. C'est en effet essentiellement par la parole que dans cet espace, les exploits des FFL guadeloupéens et martiniquais ont été le plus souvent transmis aux nouvelles générations. La difficulté pour accéder à ces témoignages depuis la métropole, accentuée par la rareté des sources écrites déjà évoquée, est donc bien réelle ; elle forme de manière incontestable une première explication à la méconnaissance de l'opposition antillaise à Vichy de l'autre côté de l'Atlantique.

19 Sans doute les autorités françaises, en reconnaissant immédiatement le mouvement dissident, auraient-elles pu contribuer à éviter au moins en partie l'état de fait précédent. Les nombreuses revendications populaires qui, depuis Sétif jusqu'en Indochine en passant par Madagascar, agitent à l'époque l'Empire conduisent pourtant la classe politique au silence : à Paris, l'on redoute en effet l'hypothèse d'une émancipation des Antilles au moment même où s'engage un débat sur la transformation des deux colonies en régions à part entière. Un scénario qui, de l'avis de beaucoup, serait alors encouragé par un hommage trop appuyé à la résistance locale et qui incitera par la suite les pouvoirs publics à la prudence sur le sujet.

20 Les dissidents eux-mêmes, s'ils se retrouvent au sein de leur association en particulier pour commémorer le 8 mai et le 18 juin, semblent longtemps avoir répugné à se mettre en avant. Les témoignages publiés ou même enregistrés sont encore très rares avant le début des années 2000, date de l'intérêt nouveau du cinéma pour le sujet. Au moment de choisir le libellé des nouvelles voies publiques du Gosier dont il est conseiller municipal, Edmond Sainsily confie lui avoir « *privilégié le nom des anciens maires* » [33]. Le temps, il est vrai, n'a pas permis pour l'heure de dégager d'un groupe pourtant riche en personnalités charismatiques une figure emblématique susceptible de rivaliser en notoriété.

21 À partir des années 1990, le retour en grâce de la dissidence concerne par conséquent le groupe dans son ensemble. Il s'explique d'abord par la volonté nouvelle exprimée par plusieurs dissidents désormais âgés de témoigner au moins une fois avant leur disparition. Ces récits du départ pour les îles anglaises voisines, de l'apprentissage de la guerre puis des combats de Provence, de l'Atlantique ou d'Alsace se teintent quelquefois d'amertume. Interrogé en 2005 par les élèves du lycée Saint-James de Saint-Pierre en Martinique, Fernand Pain estime ainsi que « *les dissidents n'ont pas eu la reconnaissance qu'ils méritaient* ». Plus pragmatique, Maurice Phanor tonne l'année suivante dans *France-Antilles* :

> « Il n'existe pas un nom de rue, pas un nom de place, pas une stèle à la mémoire du bataillon antillais ! » [34].

22 À cette époque, au moins deux écrivains locaux de renom, en situant l'action de leur roman sous l'amiral Robert, avaient cependant déjà initié le lecteur aux réalités des années de guerre.

23 Dans *Le nègre et l'amiral* paru en 1988, Raphaël Confiant met en scène l'affrontement du gouverneur de l'île avec un habitant fantasque et dissident ; « *Un petit monde avec ses clans, ses rêves, ses souffrances, sa gaité, ses mots savoureux. Une histoire oubliée... et une divine surprise* », écrit alors Alain Bosquet dans le *Figaro Littéraire*. Alice Delpech, pour sa part, fait de la dissidence le titre d'un roman paru en 2000 et le cadre des aventures de ses nombreux personnages qui se déchirent sur fond de conflit mondial. Signalons enfin entretemps la présence en finale du prix Carbet de la Caraïbe de *Bé Maho* par l'auteur réunionnaise Monique Agenor. Le récit de la vie d'une communauté de petits blancs sur les hauteurs de l'île pose en effet la question de la résistance à un pouvoir légaliste en milieu insulaire.

24 La fréquente diffusion du documentaire *Parcours de dissidents* à la télévision [35] permet enfin dans les années 2000 d'attirer l'attention des nouvelles générations. Pour certains jeunes, elle vient alors compléter l'intervention désormais régulière des exilés antillais dans les classes de collège et de lycée : Edmond Sainsily en Guadeloupe se souvient ainsi de ses visites dans les établissements de Sainte-Anne, Saint-François, des Abymes, de Trois-Rivières ou encore Basse-Terre. La préparation du concours national de la Résistance et de la Déportation a pu par ailleurs quelquefois donner lieu à des recherches sur la dissidence par la suite largement diffusées : de tous, le plus remarquable fut en 2005 la création par une classe du lycée Saint-James en Martinique d'un site Internet [36] dédié à un travail sur « Dissidents et passeurs an tan Robe ».

Les enjeux futurs de la mémoire dissidente

25 Ce genre d'initiatives ponctuelles dépendant le plus souvent de la bonne volonté des enseignants ne doit cependant pas masquer la réalité actuelle : la dissidence est évoquée

plus que réellement étudiée par les professeurs de troisième et de première d'abord soucieux de terminer un programme très riche d'histoire et géographie nationales et internationales ; malgré le désir de l'Éducation nationale d'intégrer dans ses programmes les spécificités de l'histoire locale, les Antillais quittent l'école en ayant au mieux une vague idée du sujet, mais le plus souvent en ignorant des événements appartenant à leur passé.

26 Face à un tel constat qui pose la question de l'avenir de la mémoire du groupe après la disparition de ses derniers représentants, Euzhan Palcy a été l'une des premières à réagir : la réalisatrice veut « *faire connaître l'action des exilés et défendre leurs intérêts moraux* » et envisage dans ce but la création d'une Fondation pour la mémoire de la dissidence [37]. Une association des amis de la Fondation, dont la constitution est imminente, doit dans les prochains mois rassembler les volontés et développer une synergie autour du projet ; il est d'ores et déjà prévu que son siège recueille, au moins provisoirement, les livres et les objets rassemblés par la réalisatrice à l'occasion du tournage.

27 À terme, un lieu de mémoire accessible au public permettra de promouvoir le parcours des FFL antillais auprès des habitants des deux îles et des gens de passage ; cette visibilité dans l'espace citadin et cet accès au souvenir offert à tout un chacun sont en effet indispensables à la sauvegarde mémorielle. La création d'un musée consacré à la dissidence paraît donc s'imposer, au même titre que l'achèvement nécessaire du mémorial évoqué plus haut. Les deux initiatives permettraient de compenser les lacunes de l'odonymie [38] et d'intégrer enfin la Résistance des deux îles dans le paysage urbain local.

28 Outre l'existence d'un lieu, un autre enjeu de la transmission de cette mémoire réside dans la possibilité pour elle de participer à l'enrichissement de la définition de l'identité locale. Le récit de l'aventure des exilés guadeloupéens et martiniquais est en effet une démonstration presque exemplaire des valeurs de patriotisme et de courage ; interrogés sur les raisons profondes de leur engagement, Salinière Ségor évoque ainsi sa détermination à aller aider la mère patrie [39] et Edmond Sainsily « *le goût du risque* »[40] ; en cela, la dissidence est porteuse de ce que mettent en lumière, depuis 1945, la plupart des célébrations nationales.

29 Or les commémorations actuelles, très axées dans les deux îles sur l'abolition de l'esclavage [41] et la lutte pour l'obtention de droits sociaux [42], ont jusqu'ici davantage privilégié une revendication d'égalité entre insulaires et métropolitains. Diffuser le souvenir de la dissidence pourrait aussi, d'une certaine manière, contribuer à nourrir les débats, actuellement prégnants dans la Caraïbe française, sur ce que signifie être Antillais.

30 Mais, paradoxalement, le troisième enjeu de cette mémoire est d'être un pont assurant la continuité nationale. Garant de cette unité, Nicolas Sarkozy a lu la résistance à l'amiral Robert comme une preuve de la communauté de destins unissant les deux îles et la métropole : « *Notre histoire partagée et nos sangs mêlés sont un ciment que nul ne peut briser* », affirme notamment le président de la République dans son discours de 2009 à Fort-de-France. Un an après la grève qui a paralysé la région pendant plusieurs semaines [43], le chef de l'État redisait alors la solidité du lien entre les Antilles et Paris.

31 Au-delà de cette évocation politique de l'événement, il est un fait que la dissidence appartient bien à l'histoire de la Résistance nationale, dont elle constitue une partie originale. L'enjeu pour les dissidents consiste désormais à être connus et reconnus par la

nation toute entière comme le furent avant eux et pour une action similaire les pêcheurs de l'île de Sein. Dans une telle optique, leur parcours doit trouver sa place au sein des nombreux lieux de mémoire généralistes racontant sur l'ensemble du territoire français les années 1939-1945.

32 Musées mais également mémoriaux ont en effet de toute évidence un rôle primordial à jouer dans la diffusion de la contribution guadeloupéenne et martiniquaise à la Résistance : si les expositions temporaires, souvent attractives, peuvent y participer, le nombre d'entrées reste aléatoire et donc l'impact incertain ; une présentation permanente serait un vecteur efficace et clair pour inscrire la dissidence dans le souvenir collectif.

33 À l'intérieur de ces structures ou par leurs publications, les historiens participent indirectement depuis deux décennies à la réhabilitation de l'action des exilés antillais. Leur quête de vérité historique les a conduits jusqu'ici à reconstituer le parcours de ces hommes et de ces femmes ainsi que les motivations qui les animaient ; une synthèse d'envergure manque cependant, capable de faire le point des connaissances et de susciter un intérêt supplémentaire auprès du public : il faudra résoudre pour cela les difficultés inhérentes à la rareté des documents ainsi qu'à leur éparpillement entre les Antilles et les Archives de l'outre-mer situées à Aix-en-Provence.

34 Les pouvoirs publics, enfin, ont un intérêt certain à participer à la transmission d'événements locaux démontrant l'unité du territoire national. Pour eux, aider à la création et au développement de la Fondation pour la mémoire de la dissidence constitue désormais la traduction concrète des déclarations d'intention passées. Cela pourrait se traduire au niveau administratif par l'attribution du statut d'intérêt public à la structure tandis qu'à l'échelon régional une aide plus matérielle semble envisageable.

35 Une partie de l'avenir du souvenir de la dissidence apparaît en tout cas dépendre désormais de la constitution rapide d'une organisation susceptible de fédérer l'ensemble de ces acteurs : il lui faut en effet consolider les connaissances et ainsi s'affirmer au cœur d'une mémoire déjà élaborée, celle de la Résistance. De ce point de vue, le retard accumulé sur les principales mémoires de groupe de la Seconde Guerre mondiale, structurées parfois dès après la fin du conflit, est conséquent ; il peut toutefois se transformer en atout si les responsables de la future structure parviennent à éviter certains écueils fréquemment rencontrés par leurs prédécesseurs. Le combat pour la promotion de l'action des FFL antillais doit ainsi demeurer l'affaire de tous, ce qui induit la nécessité de le préserver de toute récupération politique, forcément clivante.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie

ABENON (Lucien) et JOSEPH (Henri), Les dissidents des Antilles dans les forces françaises combattantes 1940-1945, Paris, Désormeaux, 1999, 288 pages.

BLANCHARD (Pascal), LEMAIRE (Sandrine) et BANCEL (Nicolas dir.), Culture coloniale en France. De la révolution française à nos jours, Paris, CNRS éditions, 2008, 761 pages.

CÉSAIRE (Suzanne), Le grand camouflage. Écrits de dissidence (1941-1945), Paris, Seuil, 2009, 123 pages.

Collectif, Dictionnaire de la France libre, Paris, Robert Laffont, 2010, 1602 pages.

Collectif, Inauguration de la stèle à la mémoire des dissidents îliens, Martinique, Association des anciens combattants de Martinique, 2010, 35 pages.

Collectif, Participation des Antillais pour la libération de la France, Paris, Service historique de la Défense, non daté, 33 pages.

DUBOIS (colonel), Combattants antillais de deux guerres, Paris, Non daté, 6 pages.

JENNINGS (Éric T.), Vichy sous les tropiques. La Révolution nationale à Madagascar, en Guadeloupe, en Indochine. Paris, Grasset, 2004, 386 pages.

ROBERT (amiral Georges), La France aux Antilles de 1939 à 1945, Paris, Plon, 1950, 228 pages.

SEMPAIRE (Éliane), La dissidence en tan Sorin, Guadeloupe, Éditions Jasor, 1989, 240 pages.

SIRIEX-HERTICH, L'Empire au combat, Paris, Office français d'édition, 1945, 149 pages.

NOTES

1. Le point culminant des tensions est atteint le 2 mai 1943 à Basse-Terre, où les tirs des forces de police pour réprimer une manifestation pacifique causent la mort du jeune Serge Balguy.
2. Louis de Fossarieu, « Encore un mot sur la dissidence », *in* www.madinin-art.net/socio_cul/dissidence
3. HONORIEN (Emmanuel), *Le ralliement des Antilles à la France combattante*.
4. MASSIP (Jean), « La Résistance aux Antilles », *Revue de Paris*.
5. BOGAT (Raphaël), « Dominique, terre de liberté », Communication à la troisième Conférence des Indes occidentales.
6. *Le Nouvelliste de Guadeloupe*, édition du 11 mars 1947, Archives départementales de Guadeloupe, Gourbeyre.
7. FARRUGIA (Dominique), « La Guadeloupe de 1939 à 1945 », *L'Historial antillais,* volume V, Édition Dajani.
8. ROBERT (amiral Georges), *La France aux Antilles de 1939 à 1945*, Plon, p.169.
9. *Ibid.*, p. 101.
10. GAULLE (Charles de), *Mémoires de guerre. L'unité (1942-1944)*, Plon, p. 130-131.
11. *Le Nouvelliste de Guadeloupe*, édition du 9 mai 1960, *op.cit*.
12. Le dissident Henry Joseph confiera son amertume à ce sujet dans un entretien accordé en 2005 à la chaîne de télévision *Martinique 1re* : « *Il n'y avait absolument rien sur nous. C'est comme si on n'avait pas existé. Je me suis mis à chialer. À 78 ans, comme un gamin. Pas une étiquette, rien ne signalait notre présence au feu, là où j'ai été blessé, à l'endroit même où j'ai perdu ma jambe.* »
13. SEMPAIRE (Éliane), *La dissidence en tan Sorin*, Éditions Jasor, 1989.

14. A BENON (Lucien) et J OSEPH (Henri), *Les dissidents des Antilles dans les Forces françaises combattantes, 1940-1945*, Désormeaux, 1999.

15. JENNINGS (Éric T.), « La dissidence aux Antilles », *Vingtième Siècle*, n° 1, 2000, pages 55-72.

16. JENNINGS (Eric T.), *Vichy sous les tropiques. La Révolution nationale à Madagascar, en Guadeloupe, en Indochine*, Grasset, 2004.

17. C HATHUANT (Dominique), *Aux origines de la dissidence*, université de Reims, mémoire de maîtrise, 1991.

18. LAUMUNO (Marie-Hélène), « Histoire de la Guadeloupe de 1848 à 1945 », université Antilles-Guyane, mémoire de maîtrise, 1997.

19. BAUER (Barcha), *Le refus*, Les productions de la Lanterne, 1998, 2 heures 10 minutes.

20. BAUER (Barcha), *L'université résistante*, Les productions de la Lanterne, 1999, 52 minutes.

21. BUAER (Barcha), *La dissidence aux Antilles et en Guyane*, Les productions de la Lanterne, 2001.

22. PALCY (Euzhan), *Parcours de dissidents*, JMJ Productions, 2005.

23. Cette sortie s'accompagne de l'édition en tirage limité de deux cartes postales montrant un gommier voguant dans la pénombre et de deux timbres dont le premier reprend le motif précédent tandis que le second évoque un cœur qui se transforme en croix de Lorraine.

24. DAVY (Pierre), *Guadeloupe 1943. Sous le vent de la guerre*, Nathan.

25. Ce jour-là, 13dissidents sont faits chevaliers de la Légion d'honneur, 1 dissident officier de la Légion d'honneur et 1 dissident commandeur de l'Ordre national du mérite.

26. Discours du président de la République Nicolas Sarkozy devant le monument aux morts de Fort-de-France (25juin2009).

27. Embarcation traditionnelle antillaise, souvent creusée dans un tronc d'arbre.

28. « Dissidence en Martinique et Guadeloupe », juillet 2011, exposition réalisée par l'ONAC en partenariat avec le Service historique de la Défense (SHD) et la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (SGA-DMPA).

29. *Le Nouvelliste de Guadeloupe*, édition du 19 juin 1958.

30. Entretien de l'auteur avec Euzhan Palcy, 11 juin 2011.

31. Entretien de l'auteur avec la responsable de l'ONAC en Guadeloupe Sarah Épiard, 18 mai 2011.

32. Discours du président de la République Nicolas Sarkozy, *op.cit.* : « *L'État accompagne le projet porté depuis de longues années par Serge Letchimy d'ériger ici, à Fort-de-France, non loin du lieu où nous sommes rassemblés, un Mémorial en hommage aux dissidents.* »

33. Entretien de l'auteur avec Edmond Sainsily, 16 juin 2011.

34. *France-Antilles*, édition du 18 février 2006.

35. Le documentaire « Parcours de dissidents » a notamment été diffusé sur Télé-Pays le 18 janvier 2006, France Ô les 23 et 24 janvier 2006 et France 5 le 11 juillet 2010.

36. www.cms.ac-martinique.fr/lpsaintjames/articles.php

37. Entretien avec Euzhan Palcy, *op.cit.*

38. Science ayant pour objet l'étude du nom des voies publiques.

39. Entretien avec Salinière Ségor, 21 juin 2011.

40. Entretien avec Edmond Sainsily, *op.cit.*

41. Les archives départementales de Guadeloupe situées à Gourbeyre ont encore inauguré au 1er juillet 2011 un fonds documentaire adressé aux enseignants intitulé « L'esclavage, d'une abolition à l'autre ».

42. Sont notamment toujours commémorés les événements de la fin du mois de mai 1967 lorsqu'une grève déclenchée par les ouvriers du bâtiment de Guadeloupe pour obtenir une augmentation de salaire et la parité en matière de droits sociaux dégénère en un affrontement avec les forces de police, causant la mort de 7 à 200 personnes suivant les sources.

43. Le 15 janvier 2009, un collectif d'associations rassemblé sous le nom de *Lyannaj kont pwofitasyon* (ou LKP) déclenchait en Guadeloupe une grève générale pour protester contre les profits jugés trop important réalisés par les grandes entreprises sur place. Le mouvement s'étendra en Guyane puis en Martinique et durera au total 44 jours.